

Été 1978. On est le 31 juillet, soir du « Hanabi Taikai », le traditionnel festival de la ville auquel prennent part des milliers de japonais, à Kashiwazaki, dans la préfecture de Niigata. Kaoru Hasuike a tout juste vingt ans et étudie le droit à la prestigieuse université privée Chuo, à Tokyo. Lui et sa petite amie, Yukiko Okudo, une esthéticienne de 22 ans, sont venus admirer les feux d'artifice depuis la plage.

Peu après le début du spectacle, un homme s'approche d'Haisuke et lui demande un briquet. Trois autres le rejoignent. Puis tout s'enchaîne très vite. Les coups, les entraves aux poignets, les baillons. La nuit tombée, on les fait embarquer sur un bateau et on les endort à l'aide de sédatifs. Kaoru perd Yukiko de vue et, à son arrivée sur le sol nord-coréen, on lui annonce qu'elle est restée au Japon. Son rôle est désormais d'aider à la réunification de la péninsule coréenne, en entraînant des espions nord-coréens qui se feront passer pour japonais.

Kaoru est installé dans un appartement de la capitale et surveillé en permanence. Son seul droit devient celui de se cultiver, à travers des ouvrages racontant l'histoire de la Corée du Nord, l'invasion japonaise et les dommages perpétrés par le Japon.

En janvier 1980, Kaoru découvre que Yukiko, qu'il pensait restée au Japon, se trouve en réalité dans la pièce attenante à la sienne. Il comprend alors que leur séparation avait pour but de faciliter leur endoctrinement et l'abandon de la culture japonaise. Le couple se marie et emménage dans une maison au sud de Pyongyang. Elle se situe dans une « invitation-only zone », gardée en permanence pour tenir à distance les citoyens trop curieux, que Kaoru qualifiera plus tard de « cage dorée ».

A l'intérieur, des espions nord-coréens côtoient d'autres personnes kidnappées et des experts en langues étrangères, leur offrant un environnement d'apprentissage idéal.

Le couple se résout à y vivre et traduit quotidiennement des articles de journaux japonais en coréen, fournis par le régime. Ils ont deux enfants durant cette période.

Les Haisuke sont loin d'être les seules victimes de cette machination. On estime à plusieurs centaines le nombre de disparus liés au « Projet Enlèvement »<sup>1</sup>, souvent des hommes seuls ou des jeunes couples, à leur image. Le gouvernement japonais, par crainte que la Corée du Nord ne tue les otages s'il venait à tout révéler, ne fait rien dans un premier temps. L'affaire éclate au grand jour en 1987, lorsqu'une passagère et agent nord-coréenne dotée d'un faux passeport japonais fait sauter un avion et, échouant à se suicider, révèle qu'une disparue japonaise lui a enseigné la langue.

Après l'absence totale de réaction pendant près d'un quart de siècle, la première véritable réponse japonaise survient le 17 septembre 2002 lorsque Junichiro Koizumi, alors premier ministre, se rend dans la zone démilitarisée. La Corée du Nord reconnaît le kidnapping de 13 Japonais, dont 5 encore vivants. Les négociations débutent entre les deux pays, alors que les familles des disparus donnent des conférences de presse régulièrement.

Le 16 octobre 2002, près de vingt-quatre ans après leur disparition, cinq Japonais- dont Kaoru et Yukiko- sont autorisés à rentrer au Japon temporairement, laissant derrière eux leurs enfants. Cependant, les Hasuike ne retournent pas en Corée du Nord et, dix-neuf mois de négociations plus tard, leurs enfants sont autorisés à les rejoindre. Kaoru obtient son diplôme en 2010, sa femme trouve un emploi de cuisinière, et leurs enfants sont scolarisés au Japon.

Si l'histoire des Hasuike connaît sa « happy-ending », ce n'est pas le cas de nombreux disparus qui encore aujourd'hui sont détenus en Corée du Nord. Le pays a par le passé falsifié plusieurs certificats de décès, provoquant des réactions virulentes au Japon, où les familles des huit disparus se battent encore pour que leurs proches puissent revenir au Japon.

---

<sup>1</sup> en anglais: The « Abduction Projet », projet ayant débuté en 1977, sous Kim Il-Sung, et consistant à enlever des Japonais pour qu'ils servent alors d'espions au régime nord-coréen. Il a par la suite été étendu à d'autres pays occidentaux sous Kim Jong-Il.